**La médiation au centre de l’action – HEPL 5 mai 2015**

Communication

***La médiation, un lien social à reconstruire***

***JF Bachelet (CRIS – ISHS – Ulg)***

Quel serait l’intérêt d’une sociologie qui se bornerait à la seule description des phénomènes sociaux ? Au-delà de leur simple analyse il est aussi de la responsabilité des sociologues d’envisager l’action sur ces phénomènes afin d’y remettre davantage de sens et davantage d’humanité. C’est la base d’une approche critique de la société qui se distingue de ce que Marcel Rioux appelait la « sociologie aseptique »[[1]](#footnote-1).

Humanité, sens, voilà deux mots que l’on n’a pas vraiment l’habitude d’associer à l’idée qu’on se fait d’une approche rationnelle et scientifique des choses. Et pourtant, c’est non seulement possible mais aussi souhaitable si l’on veut que nos vies et nos actes échappent à la détermination du calcul, des statistiques et de la performance. C’est parce que la médiation implique ce parti pris humaniste qu’une sociologie qui soit à la fois une sociologie de l’action et une sociologie critique peut y être associée.

La médiation apparaît dans ce contexte particulier d’une société qui affirme l’Etat Social Actif (ESA). Il faut donc la comprendre comme un de ces mots à travers lequel comme tout le vocabulaire lié à cette idée d’ESA, il se « dit quelque chose de la crise »[[2]](#footnote-2). Avant d’être un outil, la médiation serait donc un indicateur. Elle désigne une situation nouvelle, particulière, dans laquelle les notions générales de passage, de liens, de communication, d’échange(s) ou de transmission sont redéfinies à travers ce terme générique de « médiation ».

Pourquoi cette redéfinition ? On peut penser que c’est en raison de l’insuffisance de mots anciens à traduire une réalité nouvelle. Cette réalité serait celle d’une « crise », crise de société, crise des idéaux, des idéologies, des modèles … une crise en général de la relation de l’homme à ses semblables et à son environnement. On pourrait consacrer un colloque entier à l’usage parfois très ambigu que les médias et la communication politique font du terme de « crise ». Il faut retenir pour l’instant l’idée selon laquelle le fonctionnement social, économique, politique se traduit en de nouvelles problématiques qui appellent de nouvelles réponses.

Le tournant des années 1970-1980 a vu s’effondrer l’équilibre politique et socio-économique hérité de l’après-guerre. Crise pétrolière, chute du Mur de Berlin, mondialisation capitaliste ; selon certains, l’histoire n’était plus à faire ; elle était à proprement parler finie et requérait un modèle d’organisation de la société débarrassé à la fois de la lutte des classes et de tous les obstacles à l’épanouissement de l’économie de marché. Au plan social en particulier s’est posée la question du renouvellement de l’Etat social jugé inadapté à un contexte profondément transformé par la globalisation, l’explosion des NTIC, les enjeux écologiques, les mouvements sociaux, la montée de l’individualisme etc. Pour y répondre, un modèle un particulier s’est imposé, celui de la “troisième voie” pensé par Anthony Giddens et popularisé à travers la politique de Tony Blair au Royaume Uni[[3]](#footnote-3).

La « troisième voie », qui dit bien ce qu’elle veut dire, ambitionne de dépasser les inadaptations de la gauche et de la droite traditionnelles à ce nouveau contexte. Cette « 3e voie » s’est incarnée dans l’idée d’ESA « organisé autour d’un principe de participation citoyenne et de gestion préventive et individualisée des risques sociaux (et qui) relève d’un régime de justice où la notion d’égalité d’accès (à des droits sociaux) se voit désormais couplée à un impératif de responsabilité individuelle »[[4]](#footnote-4)

Cette idée de *responsabilité individuelle* n’est pas non plus sans ambiguïté. En effet, si l’on s’aperçoit aujourd’hui qu’elle devient pour les plus faibles une contrainte difficile à assumer et qui risque d’aggraver leur marginalisation, elle est d’abord perçue comme un héritage de la reconnaissance et de la liberté que philosophie des Lumières a offert à l’individu. Dès lors, toute politique dite « sociale » va se déterminer en fonction de sa capacité à reconnaître, promouvoir et renforcer cette liberté.

Si l’on se réfère au cadre des économies de la grandeur de Boltanski[[5]](#footnote-5), nous pouvons dire que, pour être « grand », pour être reconnu dans le monde contemporain, l’individu doit montrer qu’il est capable de s’assumer et de se faire seul : se former, entreprendre, prendre des risques, s’imposer. On retrouve là les caractéristiques du *self made man*, symbole de justice sociale à l’américaine pour laquelle l’égalité des *chances* est supérieure ou préférable à une égalité de moyens ou de traitement. L’ « égalité des chances  » sert l’idée selon laquelle il est préférable pour la société de laisser s’exprimer pleinement les capacités des individus dans un contexte qui s’apparente à du darwinisme social (le meilleur, le plus fort, le plus adapté s’impose… et la fin justifie – à peu de choses près – les moyens) [[6]](#footnote-6). Cette « récupération » politico-économique de l’individualisme (il faut devenir entrepreneur de soi-même) s’est accompagnée d’une valorisation sociale exacerbée du « moi » et du « je » présentés dans une perspective d’affirmation continuelle par rapport à « l’autre »[[7]](#footnote-7). Cette affirmation s’exprime naturellement dans l’exacerbation de la différence, présentée comme une valeur en soi et, corollairement, le dénigrement de tout ce qui lui est opposé (solidarité, obligations communes, civilité, normes et règles sociales … ) , au point que l’on peut s’interroger sur le fait de savoir si, aujourd’hui, la glorification de la diversité, des particularismes et des droits individuels ne contient pas son exact contraire, à savoir le mépris de l’égalité, l’oubli des devoirs à l’égard de la collectivité et la disparition de l’intérêt commun[[8]](#footnote-8). Quelles sont d’ailleurs les valeurs auxquelles on va reconnaître la femme ou l’homme « prêts à relever les défis d’un monde en changement continuel » ? On retrouve la revendication du moi unique, différent, en continuelle recomposition (on se relooke, on sculpte son corps, on se réoriente, on se transforme, on se marque …) déclinée d’une multitude de manières différentes, essentiellement dans la publicité, par laquelle sont véhiculées les idées qui vont formater notre comportement, mais aussi le discours politique. Le temps ne se prend plus, il se subit ; nous ne le gérons pas, nous ne pouvons que le perdre ou le gagner ! *Time is money*, bien sûr, mais on doit aussi rester jeune jusqu’à la mort et « actif » au moins jusque 67 ans …

Dans un tel contexte où les modes succèdent aux modes, où les produits de consommation se remplacent sans cesse (obsolescence programmée), l’individu ne peut se concevoir autrement que comme étant lui-même quelque chose qui est capable de saisir les opportunités, d’être proactif, innovant et créatif. Avoir l’idée avant les autres. Précéder les tendances, faire plus, faire mieux, faire plus vite. Nous ne fonctionnons plus en groupe, mais bien en réseaux qui sont maintenant déterminés par les NTIC et nous nous y connectons / déconnectons en fonction des opportunités et de nos intérêts propres[[9]](#footnote-9).

Ici pourrait se trouver, sinon le nœud du problème, du moins le point d’appui pour exercer notre réflexion. La médiation, dans la multiplicité de ses définitions, a comme caractéristique de mettre en contact, ou encore de « faire passer le courant » entre un point A et un point B, là où il ne passait plus. Le médiateur serait comme un interrupteur qui pourrait rétablir les conditions du contact, plus précisément, du passage du courant et de l’information.

Or, il est intéressant d’observer que la sociologie du 19e siècle, notamment chez Durkheim et Weber, a analysé les transformations de la société en termes de solidarité. A l’époque, cette transformation, c’est, pour l’essentiel, le passage d’un modèle traditionnel de type agraire au modèle industriel. Dans la société agricole traditionnelle, l’interdépendance des individus est forte, fondée sur des sentiments et des croyances partagés ; au contraire, la modernité industrielle se caractérise par une importante division du travail et une « perte de la conscience collective »[[10]](#footnote-10) compensées par la complémentarité des tâches et fonctions sociales. Ce qui est remarquable, c’est que cette préoccupation pour le « *lien social* » se manifeste à un moment où un changement de société à la fois rapide et profond imposait l’urgence d’identifier la « recette » de ce qui fait société, de ce qui permet aux hommes de vivre ensemble. Cette question est ancienne, mais elle refait son apparition dans un contexte d'urgence et de remise en cause de l’idéal de progrès hérité de la science classique et des Lumières.

Certes, la société occidentale détient depuis deux siècles les leviers de la connaissance scientifique, de l’exploitation de la nature, du progrès technique et de l’accumulation des richesses, mais à quel(s) prix ? Cette question inaugurée au 19e siècle[[11]](#footnote-11) va rester indissociable de la recherche inlassable de ce qui constitue l’essence de ce fameux « lien social ». A travers les désastres sociaux provoqués par l’industrialisation, le défi moral posé par l’enrichissement des Etats occidentaux via l’esclavage et la colonisation, deux guerres mondiales, l’asservissement de la raison aux pouvoirs économique et / ou politique (la rationalité de l’holocauste), les effets écologiques et sociaux des technosciences, nous ne cessons de nous demander (et plus précisément de demander à la sociologie !) ce qui peut bien faire « tenir » une société, si possible harmonieusement.

Plus que jamais, l’enjeu semble bien de pouvoir (re)construire un pont entre cet individu isolé, voire exclu des autres, par ces injonctions aussi lourdes qu’incessantes à être soi, à se faire seul, à combattre (être un « *winner*» doté d’un « *killer instinct* » !), à s’adapter en faisant en permanence de bons choix, en faisant preuve de « résilience » là où les anciens filets de sécurité de protection sociale ont laissé la place aux coaches, à « l’*empowerment* » et au bon vouloir du destin (« aide-toi, le ciel t’aidera », « inch Allah » …)

Et la médiation là-dedans ? Si l’on n’a pas jusqu’à présent abordé la manière ou les différentes manières dont la médiation est censée contribuer à « produire » du lien social, c’est parce qu’il était important de souligner combien il est essentiel de contextualiser la médiation, dans l’ici et le maintenant, mais aussi dans la perspective plus large de l’histoire et de la manière dont celle-ci a contribué à faire du monde où nous vivons ce qu’il est.

Cela veut dire qu’il faut aussi nous intéresser au(x) médiateur(s). Il est faut que ceux-ci connaissent la théorie et les techniques de la médiation ainsi que les spécificités de leur(s) champ(s) d’intervention. Mais ils doivent aussi être initiés à tout ce qui leur permettra d’intégrer la dimension fondamentalement *complexe* de la médiation. Nous faisons ici référence au concept de complexité tel que Morin le développe à travers sa *Méthode[[12]](#footnote-12)*, en d’autres termes comme l’ensemble des différents modes de liaison et d’organisation entre chaque élément constitutif de notre environnement. Nous fonctionnons trop systématiquement, parfois à notre corps défendant, selon les principes séparateurs, disjoncteurs, particularistes de la science classique. *Complexus*, c’est en latin ce qui est tissé ensemble. Reconstruire du lien social, c’est rendre sa place à ce qui est complexe, à ce qui est lié ou peut-être devrait ou pourrait l’être. D’où l’importance de la médiation qu’on pourrait aussi de ce point de vue qualifier de *reliance[[13]](#footnote-13)*.

C’est que la médiation n’est pas qu’un palliatif à un droit désincarné, un emplâtre sur les conséquences du désastreux désinvestissement de l’état des domaines culturels et scolaires. La médiation est là pour restaurer les conditions d’une dynamique d’échange ou de re-liaison. Echange de parole entre médiés, échange de connaissances à travers la culture, les expériences, le vécu. La médiation en effet se profile là où le courant ne passe plus, là où le lien est rompu[[14]](#footnote-14). Ce dont il faut être pleinement conscient, c’est de la multiplicité de ces formes de liens qui fondent a priori la cohérence sociale mais aussi des forces puissantes qui visent en permanence à les affaiblir pour soumettre l’humain à l’économique. Ainsi, faire de la médiation, c’est dans une certaine mesure s’opposer, s’opposer à des habitudes, à des idées reçues mais aussi à ceux qui tirent leur pouvoir de la soumission à ces habitudes, à ces idées reçues.

Le médiateur doit ainsi savoir que son rôle n’est pas celui d’un technicien qu’on appelle pour rétablir les conditions d’une « bonne » communication. Par son rôle dans ces situations précises où une certaine idée de la société et des rapports sociaux se traduit de façon négative par l’isolement des gens, l’incompréhension, la dégradation des contacts etc. il / elle accepte de prendre position et de s’engager CONTRE un certain type de valeurs AU NOM d’autres valeurs.

Venons-en enfin à une dimension particulièrement importante de la médiation, quel que soit le champ où elle s’applique, social, juridique, culturel etc. : sa dimension politique. Parler d’*engagement* et de *dimension politique* est aujourd’hui devenu suspect. Pourtant, qu’on le veuille ou non, la médiation est, par ce qu’elle vise et ce qu’elle permet de faire, politique. Parce que le lien social qu’elle contribue à restaurer est une des conditions nécessaires de la démocratie, la médiation est, de facto, politique. Elle choisit en effet le camp du dialogue, de l’écoute de l’autre, de sa compréhension ; elle consacre le principe d’une résolution de conflits sur base de l’acceptation mutuelle et non de la contrainte ou de la coercition ; elle reconnaît non seulement le droit aux différences de se côtoyer, mais elle lutte contre la, ghettoïsation culturelle ou sociale en les faisant dialoguer. Les exemples sont multiples et j’invite les étudiants à en trouver d’autres. Bref, la médiation apparaît ainsi liée à un enjeu général qu’il convient pour tous les enseignants et formateurs d’utiliser comme liens entre leurs approches respectives, celui de défendre et de vivifier la démocratie.

1. **Rioux, M.,**  « Remarques sur la sociologie critique et la sociologie aseptique », SociologieS [En ligne], Découvertes / Redécouvertes, Marcel Rioux, mis en ligne le 06 juillet 2011 URL : http://sociologies.revues.org/3500 [↑](#footnote-ref-1)
2. Vrancken, D., « Et si la médiation n’était qu’un mot ? » In Castelain, B. (Dir.), *De l’autre côté du conflit : la médiation*, Limal, Anthémis, 2013, pp. 9-13. [↑](#footnote-ref-2)
3. Orianne, J.F., Draelants H., Donnay J.Y., « Les politiques de l'autocontrainte », Education et sociétés 2/2008 (n° 22) , p. 127-143
URL : [www.cairn.info/revue-education-et-societes-2008-2-page-127.htm](http://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2008-2-page-127.htm). [↑](#footnote-ref-3)
4. Ibid. [↑](#footnote-ref-4)
5. Boltanski, L ;, Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 19991. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir à ce propos Bihr, A., Pfefferkorn, « L’égalité des chances contre l’égalité », *Monde diplomatique*, sept. 2000 [↑](#footnote-ref-6)
7. Lasch, Ch., *La culture du narcissime*, Paris, Flammarion, 2006. [↑](#footnote-ref-7)
8. Cf. Michaels, W.B*., La diversité contre l’égalité*, Paris, Raisons d’agir, 2009. [↑](#footnote-ref-8)
9. Boltanski, L., Chiapello, E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 [↑](#footnote-ref-9)
10. Paugam, S., *Le lien social*, Paris, PUF, 2013. [↑](#footnote-ref-10)
11. Cf. Polanyi, K., *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983 [↑](#footnote-ref-11)
12. Morin, E., *La méthode* (6 vol.), Paris, Seuil, 1981-1994. [↑](#footnote-ref-12)
13. Bolle de Bal, M., « Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques » , Sociétés 2/2003 (no 80) , p. 99-131. [↑](#footnote-ref-13)
14. Vrancken, D., op. cit. [↑](#footnote-ref-14)